

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS ET INSTITUTS POUR L'ÉTUDE DE LA RENAISSANCE (FISIER)

STATUTS

Nom. L'organisation prend pour nom: Fédération Internationale des Sociétés et Instituts pour l'Étude de la Renaissance.

Statuts. Les statuts sont rédigés en français et en anglais, mais les langues de travail comprennent toute langue parlée par un membre de la Fédération, y compris le latin.

Les amendements aux statuts doivent être ratifiés par les deux tiers des membres de la Fédération. Un vote par correspondance peut en ce cas être organisé.

Buts. La Fédération a pour but d'encourager, de promouvoir et de coordonner, sur un plan international, les études et recherches scientifiques sur la période de la Renaissance sous tous ses aspects. La Fédération se propose de favoriser l'échange d'informations et de publications, d'encourager ou de patronner des congrès internationaux ou des réunions savantes plus restreintes, de susciter l'inventaire, la reproduction et la diffusion, sous toutes les formes possibles, des sources originales (textes, documents, matériaux musicaux et visuels) pour la période de la Renaissance, et de soutenir des projets individuels et collectifs qui lui seront soumis par les organisations membres, par d'autres organisations ou par des chercheurs et d'encourager la publication des résultats obtenus.

Membres. Peuvent être membres de la Fédération toutes les sociétés, instituts ou autres organisations, nationaux ou internationaux, qui consacrent tout ou partie de leurs activités aux recherches sur la Renaissance.

Les demandes d'affiliation doivent être adressées au président de la Fédération, accompagnées d'un dossier sur les activités de l'organisation qui sollicite son affiliation. Le Président soumet demande et dossier à la réunion annuelle de la Fédération. La décision est prise sur vote favorable des deux tiers des membres présents. La qualité de membre implique le paiement d'une cotisation annuelle.

Organisation. La Fédération sera dirigée par un Conseil où chaque institution sera représentée par son président, son directeur ou son délégué. Chaque institution dispose d'une voix dans le Conseil.

Le Conseil tient au moins une réunion annuelle. Toutes les décisions concernant la Fédération sont soumises à cette réunion et doivent être approuvées par une majo-

rité des membres présents ou représentés. Le nombre des procurations est limité à quatre par membre présent. Pour les questions importantes, par exemple la modification des statuts, les élections au Bureau, et autres questions à la discrétion du Président, un vote par correspondance est organisé.

Le Conseil peut nommer des comités temporaires ou permanents pour diriger un ou plusieurs projets scientifiques.

Bureau. Le Conseil élit en son sein un bureau composé de huit membres, en veillant à une représentation internationale appropriée. Ce bureau est renouvelé par moitié tous les trois ans. Chacun de ses membres ne peut remplir que deux mandats consécutifs. Dans le premier bureau ainsi constitué, au bout de trois ans, les membres sortants seront tirés au sort, sauf vacance ou démission.

Les membres du bureau se répartissent les tâches, notamment celles de secrétaire et de trésorier. L'adresse du trésorier, pendant la durée de son mandat, devient le siège officiel de la Fédération.

Relations avec d'autres organismes. Le Conseil est autorisé à établir des liens, permanents ou temporaires, entre la Fédération et d'autres organisations scientifiques.

La Fédération est affiliée au Comité International des Sciences Historiques et représentée aux assemblées générales du C.I.S.H. par un délégué ayant droit de vote et, si le Conseil le souhaite, par un délégué adjoint n'ayant pas le droit de vote. Ces délégués sont élus à la majorité des voix lors de la réunion annuelle de la Fédération. Ils la représentent et ont le droit de nommer un mandataire s'ils ne peuvent assister à l'Assemblée du C.I.S.H. Tout savant affilié à l'une des organisations membres peut être élu comme représentant de la Fédération.

Finances. La réunion annuelle du Conseil fixe le montant de la cotisation due par les membres de la Fédération.

Le Conseil est autorisé à accepter, d'organisations membres ou non de la Fédération ou de donateurs individuels, des fonds ou d'autres propriétés, à titre de don ou de legs, à des fins spécifiées ou non, et plus particulièrement pour les activités, projets et publications patronnés ou approuvés par la Fédération.

Le 4 juin 1998